

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 22/09/2025

ZI de Saint Liguairé
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOSSARD et Cie

1, rue Théophile Bossard
NOIRTERRE
79300 Bressuire

Références : 0007201087/2025/290
Code AIOT : 0007201087

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement BOSSARD et Cie implanté 1, rue Théophile Bossard NOIRTERRE 79300 Bressuire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOSSARD et Cie
- 1, rue Théophile Bossard NOIRTERRE 79300 Bressuire
- Code AIOT : 0007201087
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BOSSARD & CIE exerce deux activités sur son site de NOIRTERRE : traitement de surface (électro-zingage) et assemblage d'éléments pour engins agricoles. La société emploie 20 salariés. Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 4158 du 20 février 2004, complété par l'arrêté préfectoral A5948 du 21 décembre 2017. Le site est classé IED au regard de la rubrique 3260 (traitements de surfaces de métaux) pour un volume de bains de 33 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
4	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
6	Produits dangereux stockés	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 30	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
8	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 21/12/2017, article 1er	Sans objet
5	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit procéder à des actions de mise en conformité sur les installations de captage des vapeurs des bains de traitement, de stockage des déchets liquides, de rétention des eaux d'extinction, de désenfumage et de détection incendie. De plus, il doit renforcer son suivi sur les rejets aqueux.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet un arrêté de mise en demeure sur plusieurs de ces points.

Il est toutefois à noter que l'exploitant s'interroge sur certaines dépenses liées aux mises en conformité à réaliser pour les installations de traitement de surface dans la mesure où le déménagement de l'entreprise est envisagé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2017, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques
Prescription contrôlée : Tableau des installations classées
Constats : Par courrier du 07/08/2019, l'exploitant avait indiqué que les volumes de produits relevant des rubriques 4130 et 4140 étaient stockés en quantités supérieures au seuil de la déclaration pour chacune des rubriques (respectivement 3.69 t et 1.76 t). L'exploitant indique avoir depuis arrêté le stockage tampon sur site de produits relevant de la rubrique 4130-2 pour rester sous le seuil de la déclaration sur cette rubrique (quantité supérieure

ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes). L'inspection a consulté l'état des stocks au 04/06/2025 et l'historique depuis 03/25 : la quantité stockée ne dépasse pas le seuil de la déclaration.

Concernant la rubrique 4140, l'exploitant indique qu'il stocke des produits relevant de cette rubrique en quantités supérieures aux seuils de la déclaration. L'état des stocks au 04/06/2025 et l'historique depuis 03/25 confirme que la quantité stockée est susceptible de dépasser le seuil de la déclaration (notamment pour la rubrique 4140-2, quantité supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes). Le site est donc toujours soumis à déclaration au titre de la rubrique 4140-2.

Une erreur matérielle s'est glissée dans l'arrêté préfectoral du 21/12/2017. Il est indiqué que le site est classé à déclaration au titre de la rubrique 4120 en lieu et place de la rubrique 4140 (le libellé de la rubrique est bien celui de la rubrique 4140, comme indiqué dans le rapport de l'inspection du 08/11/2017 et dans le courrier de l'exploitant du 12/02/2017 sollicitant la mise à jour administrative du site et la demande du bénéfice des droits acquis au regard de modifications de rubriques de la nomenclature.

La rubrique 2565 (Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670) a été modifiée en dernier lieu par le décret n° 2019-292 du 09/04/19 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Ainsi, le double classement au titre de la rubrique 2665 n'est plus requis au regard du classement des installations de traitement de surface au titre de la rubrique 3260 (Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³).

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de prendre acte de la mise à jour de la situation administrative.

n° rubrique	désignation de la rubrique	volume des activités déclarées	classement
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	33 m ³	A
4140-2b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être	1,5 t	D

	présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t		
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <i>[Article 3-II, dans sa version en vigueur avant le 26/05/2023, applicable aux installations existantes]</i> II - Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : L'inspection constate que la zone accueillant les bains de traitement de surface dispose d'une toiture avec tuiles avec une sous-face en voliges en bois, sans dispositifs dédiés au désenfumage. Les autres zones disposent de plaques en fibrociment avec panneaux translucides. L'arrêté ministériel ne précise pas les objectifs de surface de désenfumage pour les installations existantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise une étude analysant les besoins en désenfumage pour les locaux abritant les installations de traitement de surface, accompagnée d'un avis du SDIS et d'un échéancier de mise en conformité
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie et dimensionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que, suite à l'inspection de 2016, le SDIS a validé un calcul D9A à 220 m³ en spécifiant la nécessité de retenir spécifiquement les eaux incendie de la zone de stockage, au regard du risque incendie particulier présenté par les stocks d'emballages.</p> <p>Il a présenté un devis (Sté ESTHI, référencé P22562 du 09/09/22) pour la mise en place de batardeaux sur la zone de stockage, tels que demandés par le SDIS. Il n'a toutefois pas finalisé cette opération.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place les batardeaux sur la zone de stockage et tient à la disposition de l'inspection l'ensemble des justificatifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de traitement de surface ne disposent pas de dispositif de détection incendie. L'inspection rappelle à l'exploitant que cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1^{er} juillet 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place un système de détection incendie pour les bâtiments accueillant des</p>

installations de traitement de surface.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Analyse du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyse du risque Foudre (par Bureau Veritas, référencé 8226901/1/1, du 28/10/2019). Il conclut qu'aucune protection n'est nécessaire, ni sur la structure, ni sur les lignes d'alimentation et de communication.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits dangereux stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 12 de l'arrêté du 30 juin 2006 indique que : « l'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection et du SDIS ».</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'état des stocks des produits dangereux n'est pas facilement disponible.</p> <p>L'exploitant a indiqué procéder à un relevé des quantités présentes environ toutes les 2 semaines, sans en assurer l'historique ni une saisie facilement consultable.</p> <p>Par courriel du 16/07/25, il a transmis un tableau de suivi (en reprenant l'historique bimensuel depuis mars 2025) et l'indication des phrases de danger.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant assure un suivi <u>tenu à jour</u> de l'état des matières stockées et y annexe un plan des stockages, de façon à ce que ces informations soient facilement accessibles et fiables en cas d'intervention des secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Stockage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 30</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Leur stockage sur le site doit être fait dans des conditions techniques ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le stockage d'une trentaine de conteneurs IBC contenant environ 1000 l de déchets liquides chacun (selon l'exploitant, une dizaine contient une solution de Zinc à pH10 et une vingtaine contient une solution de mélange de métaux à pH 2-3).</p> <p>Ces IBC sont placés en extérieur, à même le sol en terrain naturel, proches de la limite de propriété.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant assure le stockage des déchets liquides dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution du sol et des eaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité. <p>Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports SOCOTEC E14 Q3/24/405 du 19/03/2024 et E14 Q3/25/1063 du 26/05/2025 qui font apparaître que l'ensemble des résultats mesurés sont conformes. Cependant, l'inspection a constaté que 2 cuves de bains sur les 3 contenant une solution d'HCl ne sont pas raccordées au système d'aspiration. Ainsi, l'ensemble des rejets émis ne sont pas canalisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant assure le captage des vapeurs émises sur l'ensemble des bains le nécessitant puis procède à une nouvelle analyse des rejets atmosphériques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Autosurveillance des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis, via l'application GIDAF, les résultats de son autosurveillance depuis le mois d'août 2022, à l'exception des résultats PFAS de juin à août 2024.</p>

Il indique avoir notamment des difficultés techniques pour la saisie des résultats depuis la mise à jour du cadre de saisie GIDAF de juillet 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède à la déclaration GIDAF de ses résultats d'autosurveillance. En cas de difficultés, il sollicite un point technique auprès de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique procéder à des rejets par bâchées, après vérification des caractéristiques des eaux avant chaque rejet (d'une durée de 2h maximum). En complément, il fait procéder à des contrôles par le laboratoire AUREA Agrosiences. L'inspection a consulté les rapports d'analyses des eaux résiduaires, réalisées : - le 09/04/2024, échantillon référencé 97340929 ; - le 28/11/2024, échantillon référencé 93939193 ; - le 15/04/2025, échantillon référencé 94024072 ; - le 15/05/2025/2024, échantillon référencé 94031756. Selon le tableau de suivi présenté par l'exploitant, aucune non conformité n'a été constatée en 2025 (une non conformité sur le pH en novembre 2024). Il est à noter que les analyses ne sont pas réalisées systématiquement sur l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté préfectoral. L'exploitant a procédé à la campagne d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux, conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède au suivi de la qualité des rejets aqueux, conformément aux dispositions applicables (paramètres et fréquence).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois